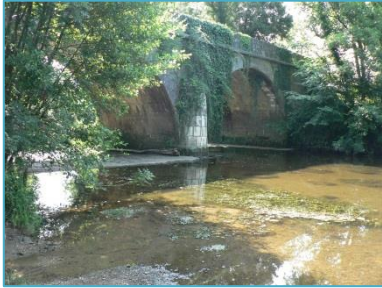




COMMUNE DE L'ORBRIE

(Vendée)



PLAN LOCAL D'URBANISME

PIÈCE I – RAPPORT DE PRÉSENTATION

VOLUME 4 : ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

Vu pour être annexé à la délibération
du Conseil Municipal pour arrêt de projet
en date du 06 Juillet 2017

Le Maire, Mme Noëlla LUCAS

Juillet 2017

PLAN LOCAL D'URBANISME	PRESCRIT	PROJET ARRÊTÉ	PROJET APPROUVÉ
Élaboration	02/07/2014	06/07/2017	

SOMMAIRE

PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	5
<i>Caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable</i>	<i>7</i>
<i>Évolutions globales attendues</i>	<i>13</i>
CONSÉQUENCES ÉVENTUELLES DE L'ADOPTION DU PLAN SUR LA PROTECTION DES ZONES REVÊTANT UNE IMPORTANCE PARTICULIÈRE POUR L'ENVIRONNEMENT	19
<i>Au sein du site Natura 2000</i>	<i>21</i>
<i>A la périphérie du site Natura 2000</i>	<i>23</i>
EXPLICATION DES CHOIX RETENUS POUR LE PROJET	27
<i>Choix retenus au regard des objectifs de protection établis</i>	<i>29</i>
<i>Choix retenus au regard de solutions de substitution raisonnables</i>	<i>31</i>
MESURES ENVISAGÉES POUR ÉVITER, RÉDUIRE ET COMPENSER LES CONSÉQUENCES DOMMAGEABLES	33
<i>Mesures envisagées pour éviter les conséquences dommageables</i>	<i>35</i>
<i>Mesures envisagées pour réduire les conséquences dommageables</i>	<i>35</i>
<i>Mesures envisagées pour compenser les conséquences dommageables</i>	<i>35</i>
CRITÈRES, INDICATEURS ET MODALITÉS RETENUS POUR L'ANALYSE DES RÉSULTATS	37
<i>Modalités de suivi</i>	<i>39</i>
<i>Indicateurs de suivi des effets du plan sur l'environnement</i>	<i>41</i>
<i>Indicateurs de suivi des effets du plan sur le site Natura 2000</i>	<i>47</i>
RESUMÉ NON-TECHNIQUE ET MANIÈRE DONT L'ÉVALUATION A ÉTÉ EFFECTUÉE	49
<i>Résumé non technique du projet</i>	<i>51</i>
<i>Manière dont l'évaluation a été effectuée</i>	<i>59</i>

PREMIÈRE PARTIE

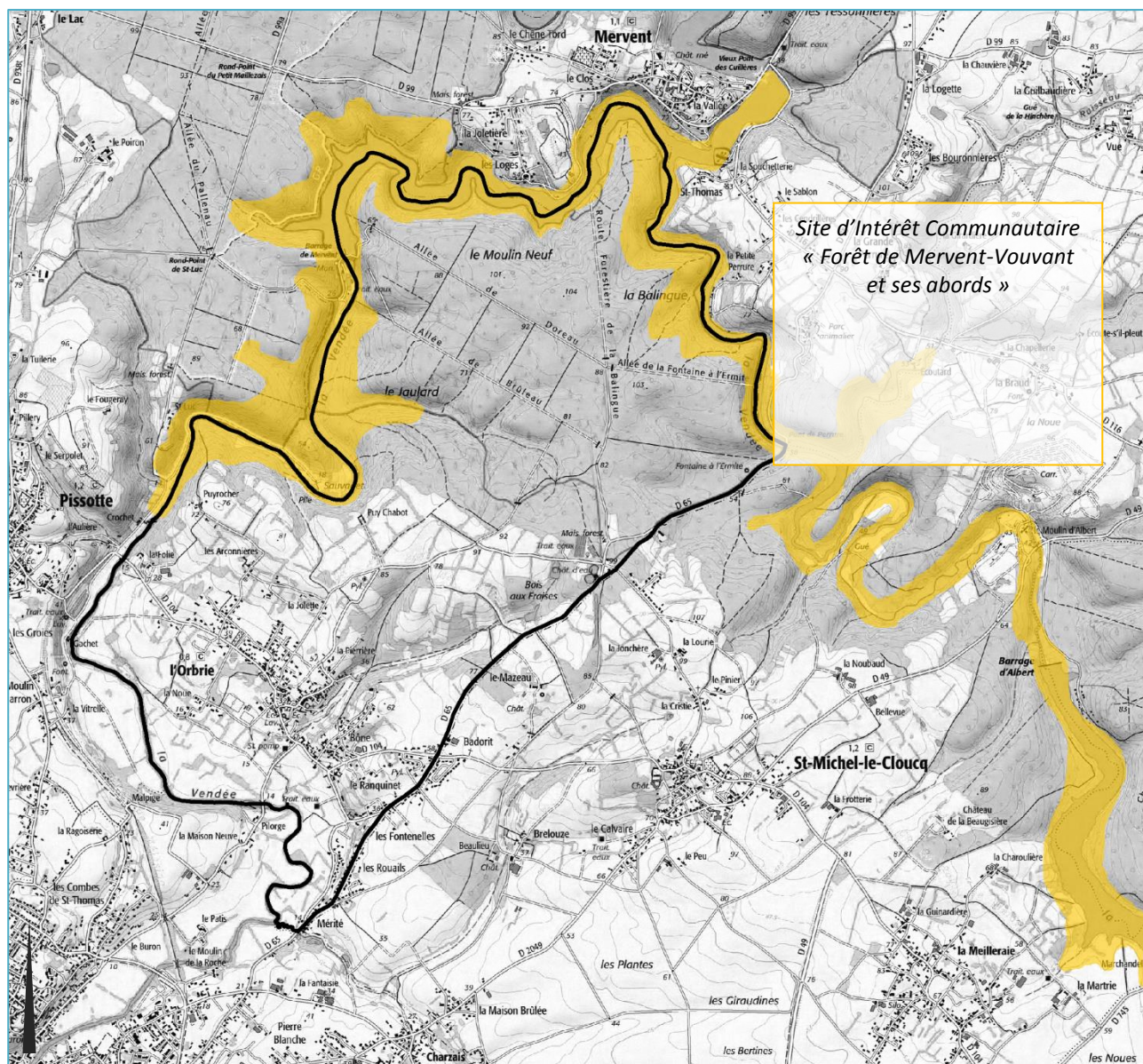
**PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION DE
L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT**

CARACTÉRISTIQUES DES ZONES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE TOUCHÉES DE MANIÈRE NOTABLE

LA ZONE SPÉCIALE DE CONSERVATION FR5200658 « FORÊT DE MERVENT-VOUVANT ET SES ABORDS »

La commune de L'Orbrie comporte sur son territoire un espace protégé pour la préservation de la biodiversité : la Zone Spéciale de Conservation (ZSC) « Forêt de Mervent-Vouvant et ses abords », intégrée au réseau européen Natura 2000 par Arrêté ministériel du 30 Juillet 2015.

Localisation du site Natura 2000



Source : SIG PARCOURS, données IGN SCAN 25 et INPN, Cadastre DGFIP – Échelle : 1/35 000^{ème}

D'une surface de 495 hectares, Le site est centré sur la vallée de la Vendée qui traverse, dans un vallon assez encaissé, le massif forestier de Mervent-Vouvant. Il inclut les versants plus ou moins abrupts qui renferment des habitats de landes sèches lorsque l'exposition est favorable.

L'entretien des secteurs de landes sèches ne peut entrer dans un cadre économique pérenne. La conservation des milieux des bords des eaux est tributaire des niveaux d'eau dans la vallée de la Vendée liés à la gestion des barrages destinés à l'alimentation de l'agglomération de Fontenay-le-Comte : la gestion actuelle est cependant favorable à la conservation de la diversité des milieux.

Intérêt du site

L'intérêt de ce site réside surtout dans l'originalité des habitats rencontrés dans le département de la Vendée.

Types d'habitats présents sur le site et évaluation

Code	Nom	Superficie	État de conservation
4030	Landes sèches européennes	99,0 ha	Bon
6430	Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin	49,5 ha	Bon
91E0	Forêts alluviales à <i>Alnus glutinosa</i> et <i>Fraxinus excelsior</i> (<i>Alno-Padion</i> , <i>Alnion incanae</i> , <i>Salicion albae</i>)	99,0 ha	Bon

Source : Inventaire National du Patrimoine Naturel (INPN)

Espèces inscrites à l'annexe II de la Directive 92/43/CEE « Habitats » et évaluation

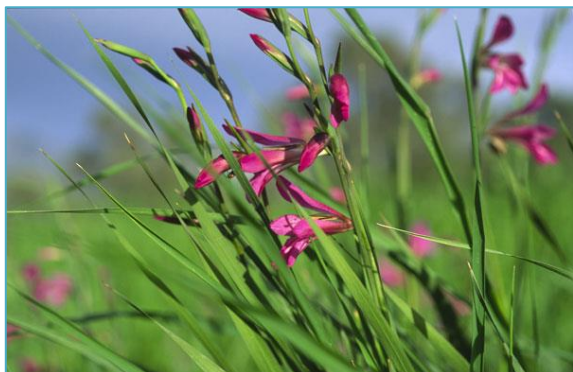
Code	Nom vernaculaire	Nom scientifique	État de conservation
M 1355	Loutre d'Europe	<i>Lutra lutra</i>	Moyen/réduit

Source : Inventaire National du Patrimoine Naturel (INPN)

Autres espèces importantes de faune et flore

Nom vernaculaire	Nom scientifique	Protection
PLANTES		
Glaïeul d'Illyrie	<i>Gladiolus illyricus</i>	
REPTILES		
Orvet fragile	<i>Anguis fragilis</i>	Liste rouge nationale Conventions internationales
Lézard vert occidental	<i>Lacerta viridis</i>	Annexe IV Directive « Habitats »
Couleuvre verte et jaune	<i>Coluber viridiflavus</i>	Annexe IV Directive « Habitats »

Source : Inventaire National du Patrimoine Naturel (INPN)



Glaïeul d'Illyrie (Gladiolus illyricus)



Orvet fragile (Anguis fragilis)



Lézard vert occidental (Lacerta viridis)



Couleuvre verte et jaune (Coluber viridiflavus)

Objectifs de protection

Les espèces figurant aux annexes II et/ou IV et V de la Directive 92/43/CEE, dite Directive « Habitats », sont des espèces endémiques requérant une attention particulière en raison de la spécificité de leur habitat et/ou des incidences potentielles de l'exploitation de ces habitats sur la conservation de ces espèces.

À L'Orbrie, cela concerne la Loutre d'Europe (Annexe II), le Lézard vert occidental (annexe IV) et la Couleuvre Verte et Jaune (IV).

Les trois habitats d'importance communautaire recensés sur le site ayant été évalués dans un bon état de conservation, l'objectif global de protection est le **maintien de l'état de conservation de ces habitats**.

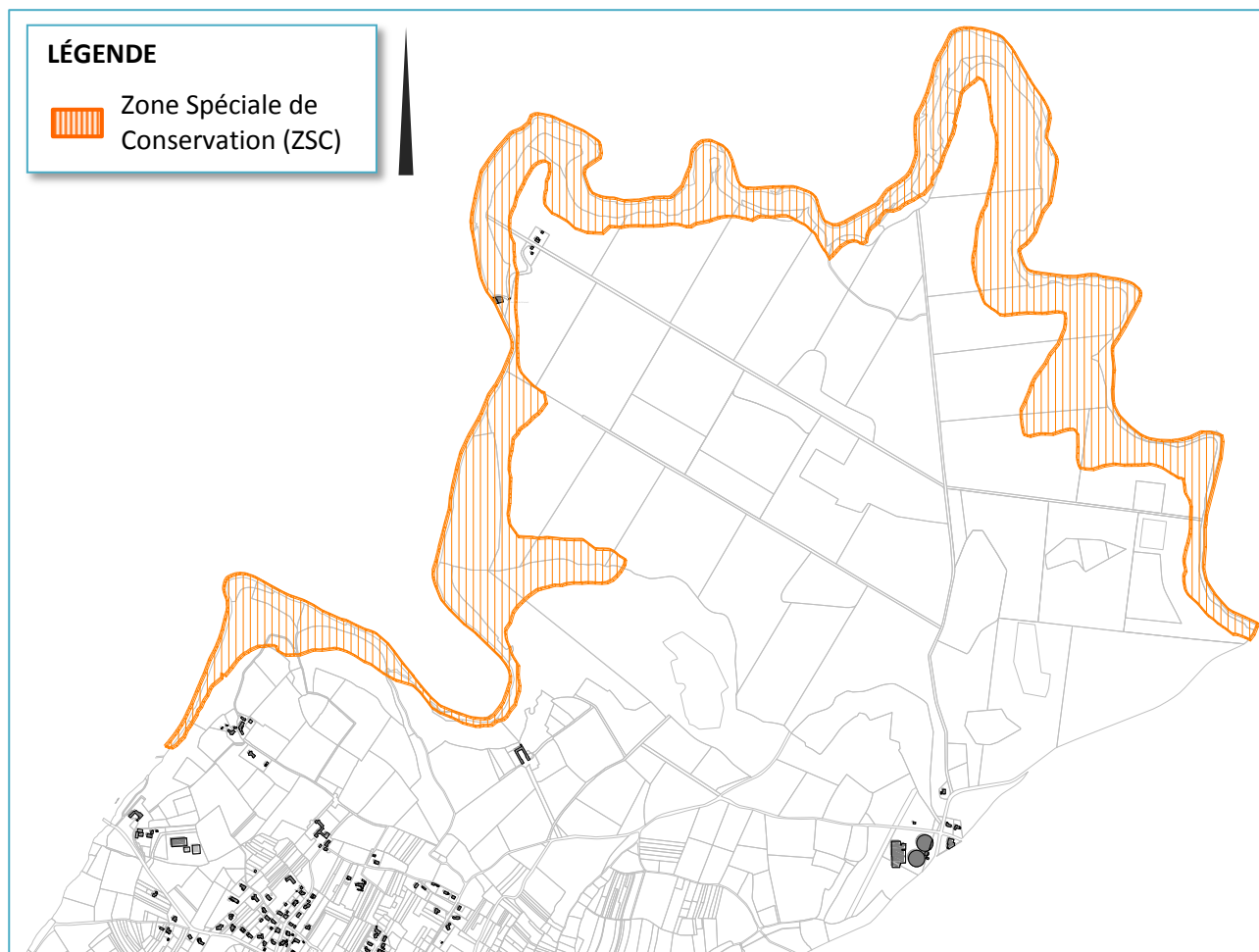
Par ailleurs, le site héberge l'Orvet fragile, espèce classée en liste rouge nationale. Cette liste est élaborée par l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) et le Muséum national d'histoire naturelle. L'Orvet fragile est catégorisé « LC » au niveau national, c'est-à-dire faisant l'objet d'une « préoccupation mineure (espèce pour laquelle le risque de disparition en France métropolitaine est faible) ». Là encore, le maintien des habitats patrimoniaux en bon état de conservation doit permettre la protection de l'espèce.

ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX SPÉCIFIQUES À LA COMMUNE DE L'ORBRIE

Au regard du périmètre du site Natura 2000

À L'Orbrie, la Zone Spéciale de Conservation recouvre une superficie de 118,8 hectares, soit 24 % du site Natura 2000 et 12,3 % de la superficie communale. Il s'agit d'un espace essentiellement sylvicole qui, en limite de commune, recouvre la rive de *la Vendée*.

Périmètre du site Natura 2000 sur la commune de L'Orbrie

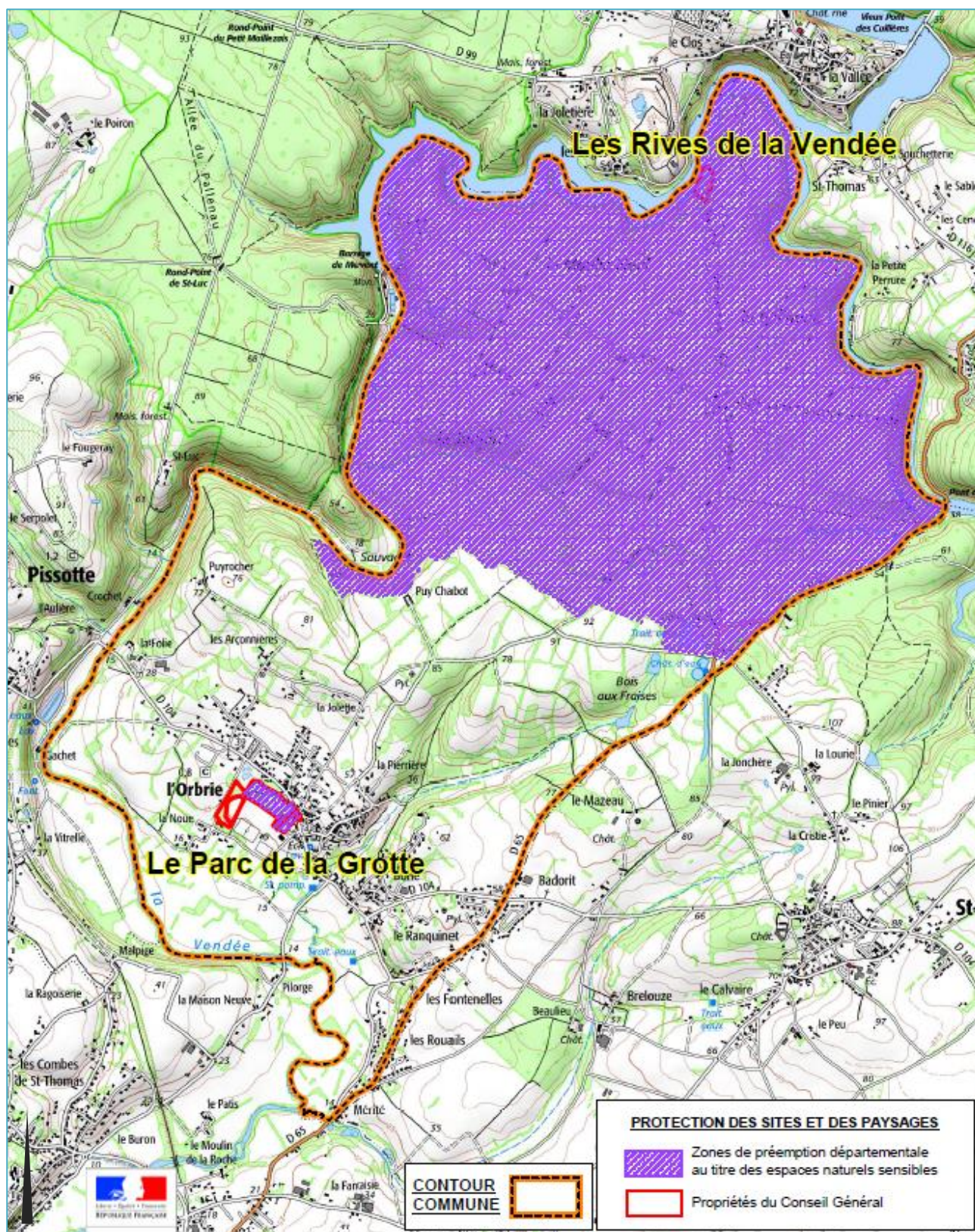


- Sur L'Orbrie, le périmètre du site pose des enjeux environnementaux relevant essentiellement de la gestion sylvicole de l'espace (massif forestier) mais également de la gestion hydraulique (rives de *la Vendée* et qualité des eaux de la rivière et de ses affluents).

Au regard des Espaces Naturels Sensibles

Le Conseil Départemental de la Vendée, au titre de la préservation des Espaces Naturels Sensibles, est déjà propriétaire de deux espaces, l'un situé dans le Bourg (Parc de la Grotte) et l'autre en limite Nord de la commune, au sein du massif forestier et au bord de la retenue de Mervent (les Rives de la Vendée).

Une zone de préemption, cartographiée ci-dessous, a été déterminée au titre de ces espaces.



Source : DDTM de la Vendée

- **Espace Naturel Sensible « Les Rives de la Vendée »**

L'Espace Naturel Sensible « Les Rives de la Vendée » correspond à tous les espaces effectivement boisés au sein de la Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEF) « Massif forestier de Mervent-Vouvant et ses abords ». C'est sur la base de cette zone que sont établies les constatations suivantes.

Le site est constitué par un massif forestier vallonné, parcouru de rivières (*la Mère* et *la Vendée*) et de ruisseaux. Sur les deux rivières, trois barrages ont été construits, couvrant ainsi 10% du périmètre.

Le boisement mixte a souffert d'un enrésinement, encore présent, notamment dans le domaine privé. Les coteaux parfois accidentés sont d'une richesse remarquable (Glaïeul d'Illyrie, *Gladiolus illyricus*). Les fonds de vallée boisées et humides abritent une flore riche, notamment prévernale (Isopyre faux-pigamon, *Isopyrum thalictroides*), c'est-à-dire relative au début du Printemps.

La grande surface de boisements permet à de nombreux mammifères, chiroptères et oiseaux de se maintenir, voire d'être présents uniquement sur ce site dans le département. La diversité de faciès de végétation et de terrain et la position transitoire entre plaine et bocage (entre calcaire et Massif Armoricaïn) donnent à la zone un intérêt encore plus grand.



Barbastelle d'Europe (Barbastella barbastellus)

- **Espace Naturel Sensible « Le Parc de la Grotte »**

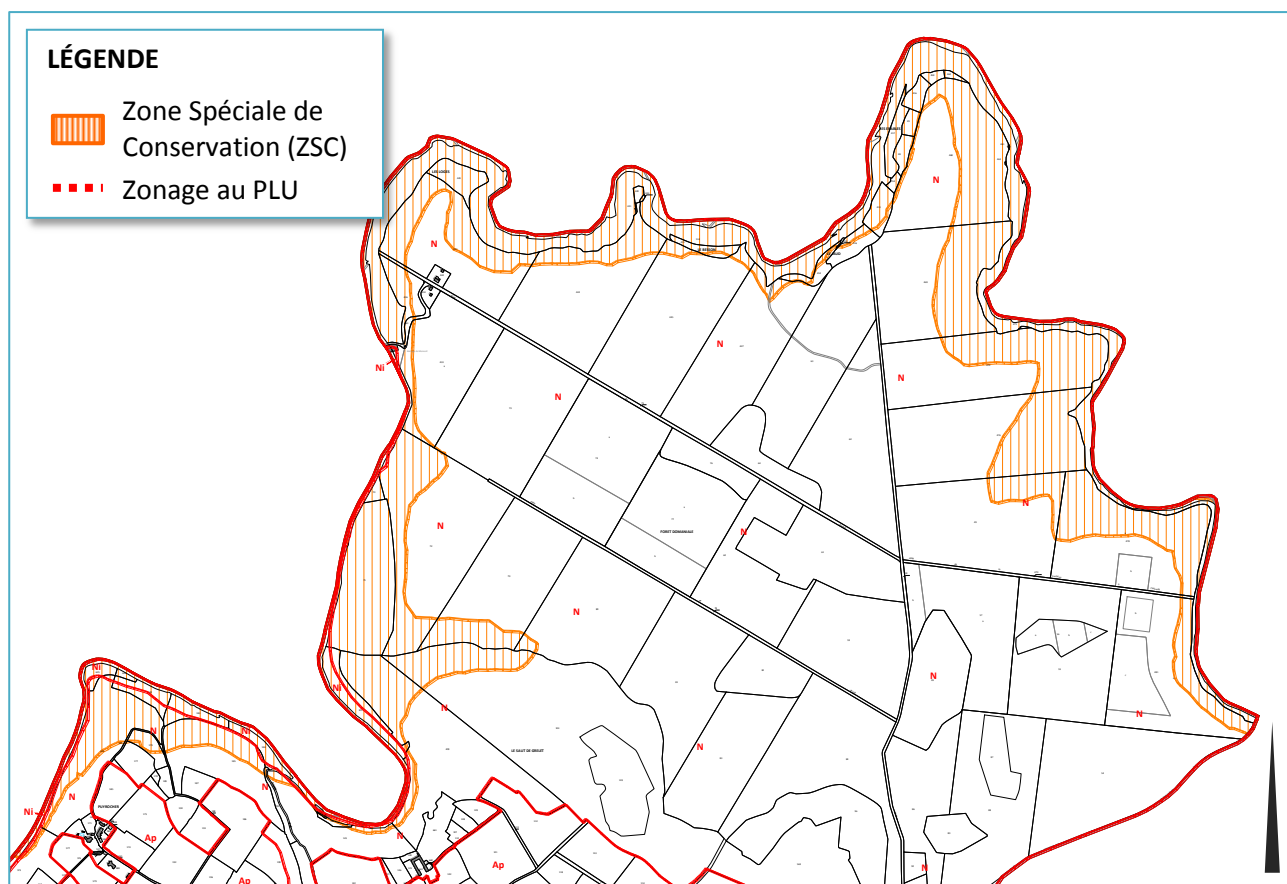
L'Espace Naturel Sensible « Le Parc de la Grotte » correspond à une partie de la Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEF) « Parc de la Grotte et Sources du Lavoir de L'Orbrie ». C'est sur la base de cette zone que sont établies les constatations suivantes.

Il s'agit d'un parc public et de ses abords. Cet ensemble de 3 sources au cœur du Bourg a motivé les investigations sur cet espace. Ces sources se situent près d'un lavoir et la dernière donne naissance à un ruisseau qui s'écoule dans un parc de maison bourgeoise. Le « bassin versant » d'une des sources est constitué par le parc qui est d'autre part propriété du département, tandis que le lavoir appartient à la commune.

Ces sources héberge un mollusque très rare, en limite Nord de son aire de répartition : *Neohoratia globulina*.

■ Sur L'Orbrie, les périmètres des espaces naturels sensibles posent, là encore, des enjeux environnementaux relevant essentiellement de la gestion sylvicole de l'espace (massif forestier) mais également de la gestion hydraulique (qualité des eaux des sources du Parc de la Grotte).

Zonage du Plan Local d'Urbanisme au droit de la Zone Spéciale de Conservation



Source : zonage du Plan Local d'Urbanisme – Échelle : 1/25 000

Au regard des Espaces Naturels Sensibles

• Espace Naturel Sensible « Les Rives de la Vendée »

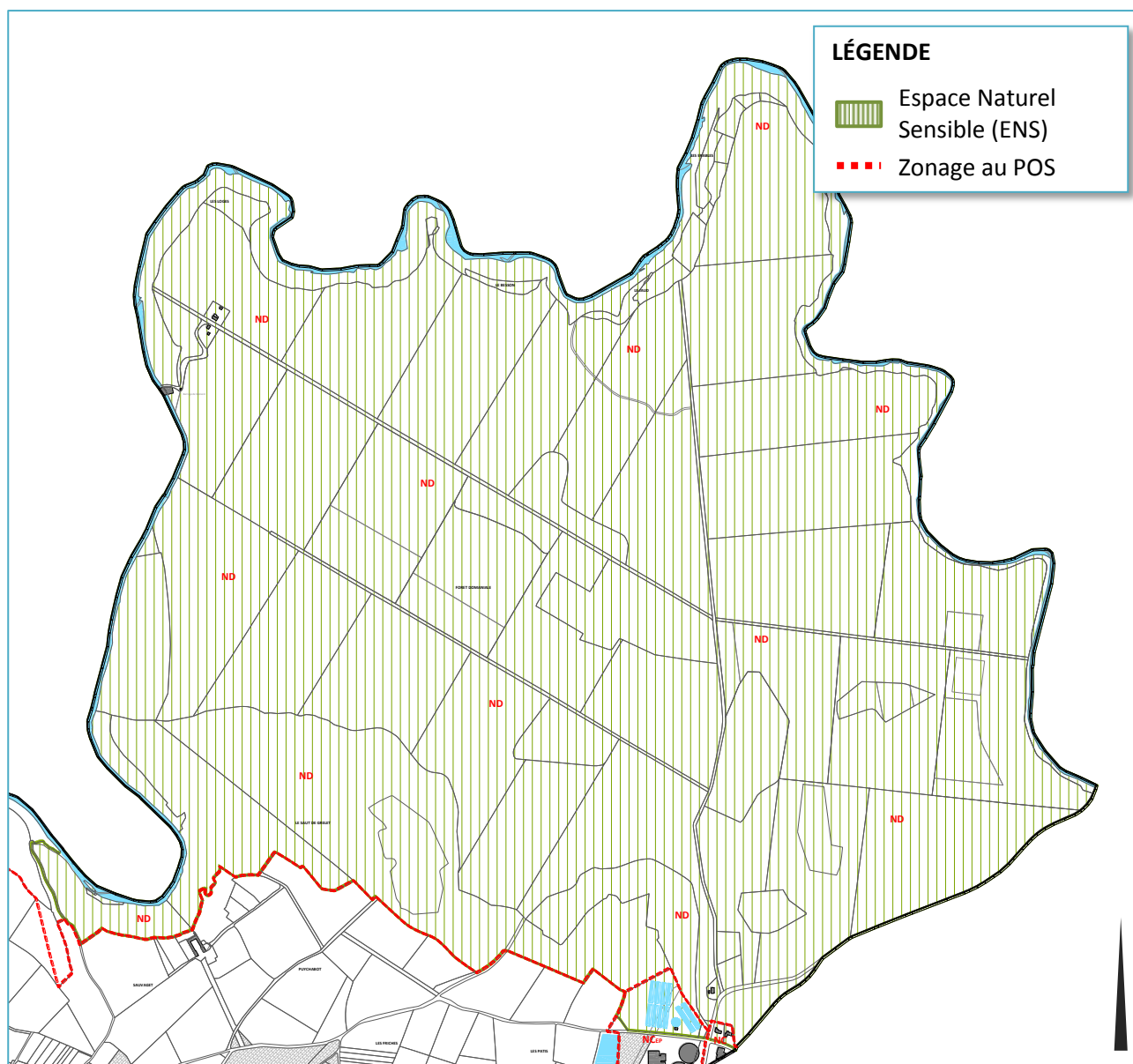
Au Plan d'Occupation des Sols, l'Espace Naturel Sensible « Les Rives de la Vendée » était classé, pour partie :

- › en secteur ND, protégé en raison, d'une part, de l'existence de risques ou de nuisances et, d'autre part, de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment, du point de vue esthétique, historique ou écologique,
- › en secteur NC, protégé en raison de la valeur agricole des terres ou de richesse du sol et du sous-sol,
- › en secteur NCep, sous-section du précédent, destiné à accueillir des installations d'intérêt général concernant les opérations de traitement de l'eau potable.

Au Plan Local d'Urbanisme, l'Espace Naturel Sensible « Rives de la Vendée » est situé pour partie :

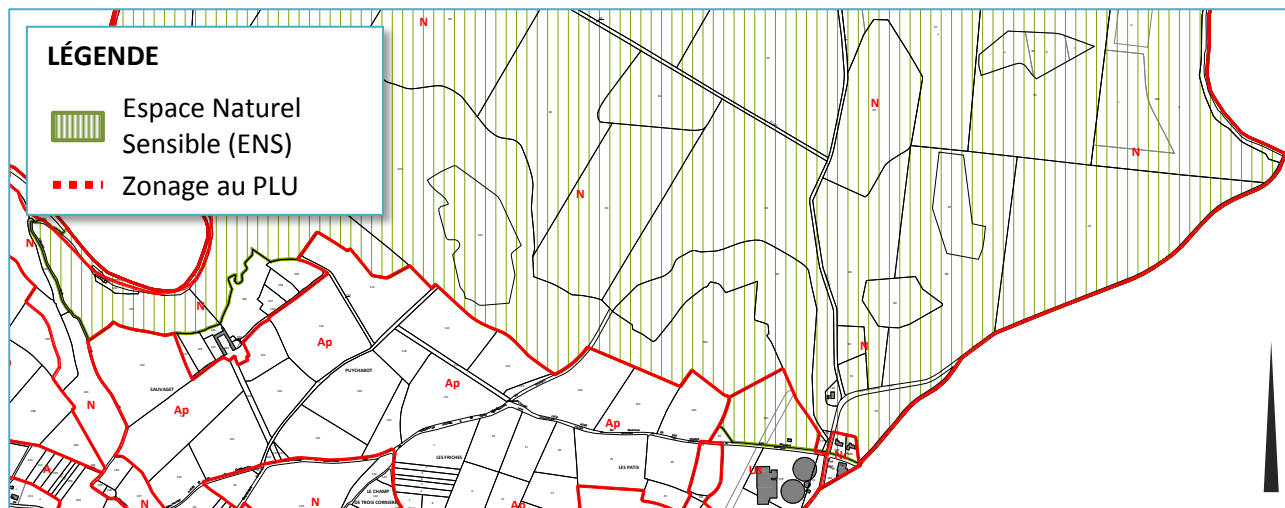
- › en secteur naturel « N », protégé pour son intérêt écologique et esthétique,
- › en secteur naturel « Ni », protégé en raison d'un risque lié aux inondations,
- › en secteur naturel « Nc », de taille et de capacité d'accueil limité pour les constructions destinées aux commerces et aux activités de services (0,3 % de l'ENS),
- › en secteur urbain « Us », dédié à l'accueil d'équipements d'intérêt collectif et de services publics (2,5% de l'ENS). Il s'agit là d'installations déjà existantes (usine des eaux de « La Balingue »).

Zonage du Plan d'Occupation des Sols au droit de l'ENS « Les Rives de la Vendée »



Source : zonage du Plan d'Occupation des Sols – Échelle : 1/15 000

Zonage du Plan Local d'Urbanisme au droit de l'ENS « Les Rives de la Vendée »

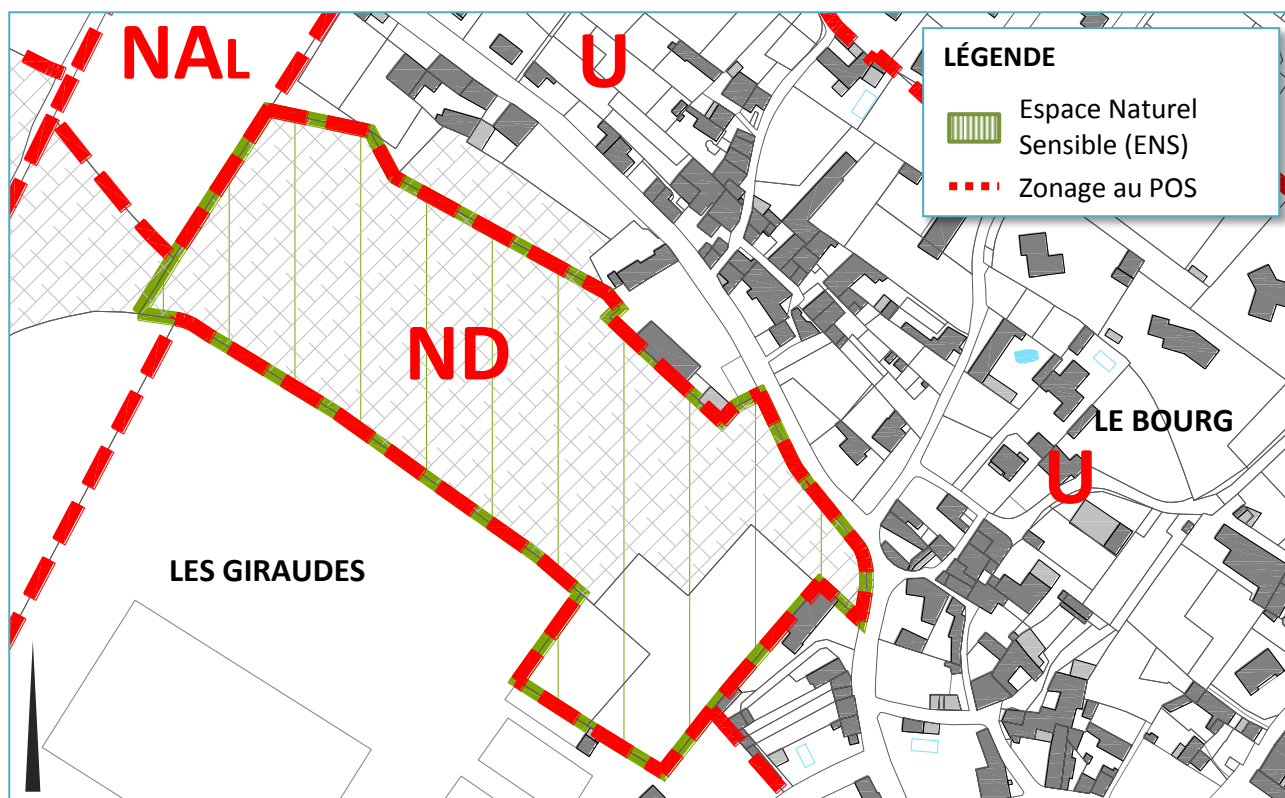


Source : zonage du Plan Local d'Urbanisme – Échelle : 1/15 000

- **Espace Naturel Sensible « Le Parc de la Grotte »**

Au plan d'Occupation des Sols, l'Espace Naturel Sensible « Le Parc de la Grotte » était intégralement classé en secteur ND, protégé en raison, d'une part, de l'existence de risques ou de nuisances et, d'autre part, de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment, du point de vue esthétique, historique ou écologique.

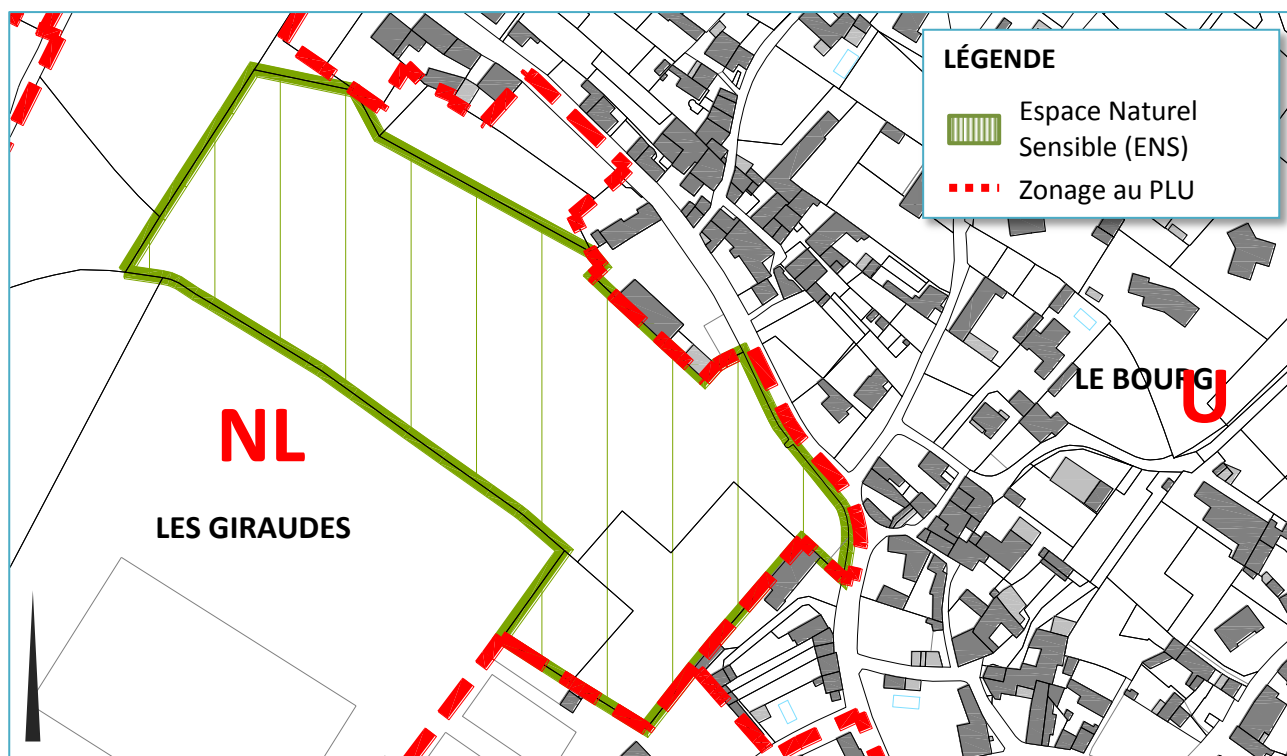
Zonage du Plan d'Occupation des Sols au droit de l'ENS « Le Parc de la Grotte »



Source : zonage du Plan d'Occupation des Sols – Échelle : 1/2 500

Au Plan Local d'Urbanisme, l'Espace Naturel Sensible « Le Parc de la Grotte » est intégralement classé en secteur NL, espace naturel protégé pour son intérêt esthétique et pouvant accueillir des équipements collectifs liés aux loisirs de plein air.

Zonage du Plan Local d'Urbanisme au droit de l'ENS « Le Parc de la Grotte »



Source : zonage du Plan Local d'Urbanisme – Échelle : 1/2 500

SECONDE PARTIE

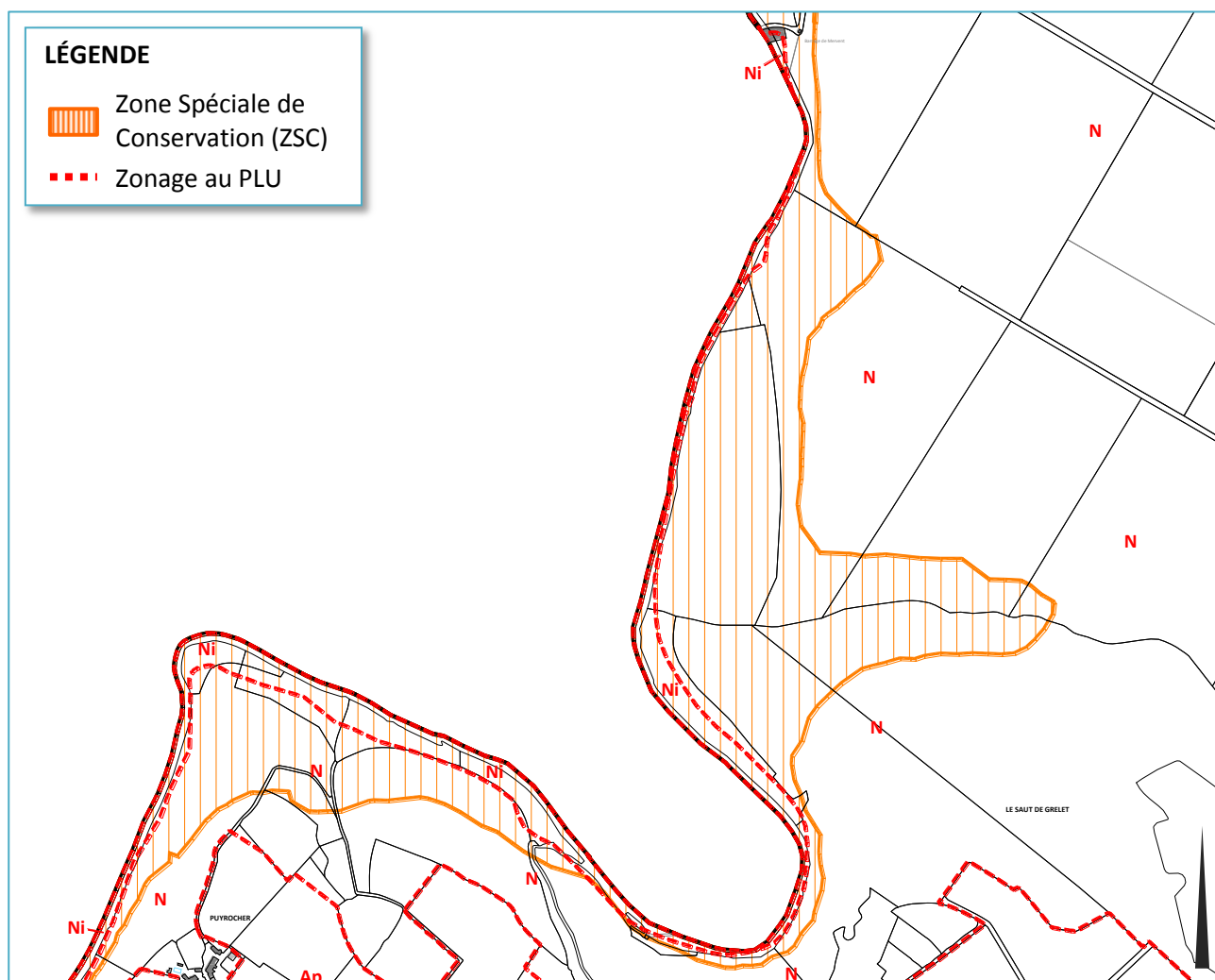
CONSÉQUENCES ÉVENTUELLES DE L'ADOPTION DU PLAN SUR LA PROTECTION DES ZONES REVÊTANT UNE IMPORTANCE PARTICULIÈRE POUR L'ENVIRONNEMENT

AU SEIN DU SITE NATURA 2000

DÉLIMITATION DES SECTEURS

D'une superficie de 118,8 hectares pour son emprise communale, la Zone Spéciale de Conservation « Massif forestier de Mervent-Vouvant » est située, pour partie, en secteur naturel « N » (111,7 hectares, soit 94 % de la zone), protégé pour son intérêt écologique et esthétique et, pour autre partie, en secteur naturel inondable « Ni » (7,1 hectares, soit 6 % de la zone) protégé en raison de la présence d'un risque d'inondation.

Zonage du Plan Local d'Urbanisme au droit de la Zone Spéciale de Conservation



Source : Zonage du Plan Local d'Urbanisme, cadastre DGFIP, données INPN - Échelle : 1/10 000

RÈGLEMENTATION DES SECTEURS

En raison de la vocation protectrice des secteurs « N » et « Ni », le règlement qui s'y applique est de nature fermée. Toutes les constructions qui ne sont pas explicitement autorisées, y sont interdites. De plus, le règlement de ces secteurs interdit explicitement toute construction susceptible de porter atteinte aux activités agricoles, ainsi qu'à la sauvegarde des milieux naturels.

Constructions et activités interdites dans les secteurs N et Ni

- › Toute construction, autre que celles définies à l'article 2.
- › De façon générale, toute construction susceptible de porter atteinte aux activités agricoles, ainsi qu'à la sauvegarde des milieux naturels et des paysages.
- › De façon générale, toute activité susceptible de créer ou de subir des nuisances : altération de la nappe phréatique, nuisances sonores ou olfactives, pollution des sols ou de l'air par des poussières et des éléments toxiques...

Constructions et activités soumises à des conditions particulières dans les secteurs N et Ni

- › Les extensions aux bâtiments d'habitation sous condition de ne pas excéder :
 - 50 % de la surface de plancher initiale à la date d'application du présent règlement, en une ou plusieurs fois, pour les bâtiments possédant initialement une surface de plancher inférieure à 100 m²,
 - 30 % de la surface de plancher initiale à la date d'application du présent règlement, en une ou plusieurs fois, pour les bâtiments possédant initialement une surface de plancher supérieure à 100 m².
- › Les annexes aux bâtiments d'habitation sous condition de ne pas excéder 30 m² de surface de plancher et d'être implantées à moins de 30 mètres de la résidence principale.
- › Les changements de destination et aménagements des constructions pour l'habitat, le tourisme et les activités économiques, sous condition que celles-ci soient désignées sur les documents graphiques du PLU et que ce changement de destination ne compromette l'activité agricole ou la qualité paysagère du site.

En secteur Ni, ces trois dispositions sont soumises au respect des dispositions réglementaires du Plan de Prévention du Risque inondation (PPRI) de la rivière Vendée.

Conséquences attendues

Le Plan Local d'Urbanisme ne prévoit pas d'aménagement ou d'équipement structurant sur le massif forestier de Mervent-Vouvant ou sur sa périphérie immédiate. La gestion de cet espace restera à dominante agricole et sylvicole avec un usage touristique limité. La fréquentation touristique demeurera en effet ponctuelle (le week-end en saison estivale notamment) et son incidence se limitera à la fonction de stationnement autour du barrage et de la retenue de Mervent et au passage de randonneurs.

Les constructions et aménagements autorisées dans les secteurs N et Ni sont de faible ampleur et se limitent à l'extension limitée du bâti existant, à la réalisation de constructions de faible importance (annexes) ainsi qu'à la réutilisation de bâtiments existants. Le principe de regroupement des constructions est imposé, ce qui évite notamment de générer des dérangements supplémentaires pour les espèces vivant sur le site.

- **L'adoption du plan n'autorisera pas de projets susceptibles de générer des conséquences dommageables sur la richesse biologique de la Zone Spéciale de Conservation.**

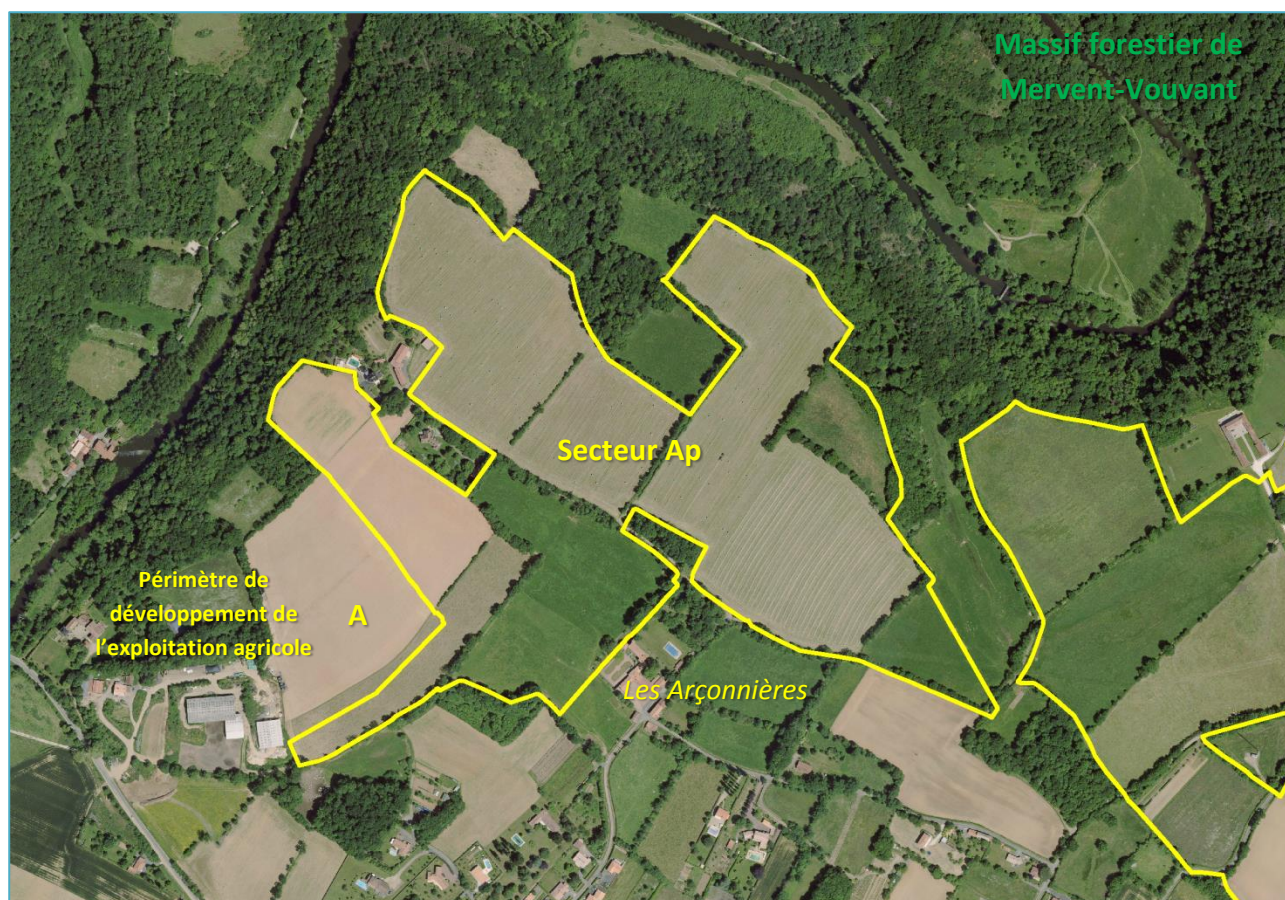
A LA PÉRIPHÉRIE DU SITE NATURA 2000

DÉLIMITATION DES SECTEURS

Afin de prendre en compte simultanément les orientations 1A « Protéger les réservoirs de biodiversité », 1B « Protéger les corridors écologiques locaux », 9A « Organiser le développement des entreprises agricoles » et 9B « Prendre en compte les activités sylvicoles » du Projet d'Aménagement et de Développement Durables, le Plan Local d'Urbanisme délimite plusieurs secteurs Agricole Protégé « Ap » sur une superficie de 118 hectares au Nord-Ouest de la commune, à l'interface entre le massif forestier de Mervent-Vouvant et le Bourg.

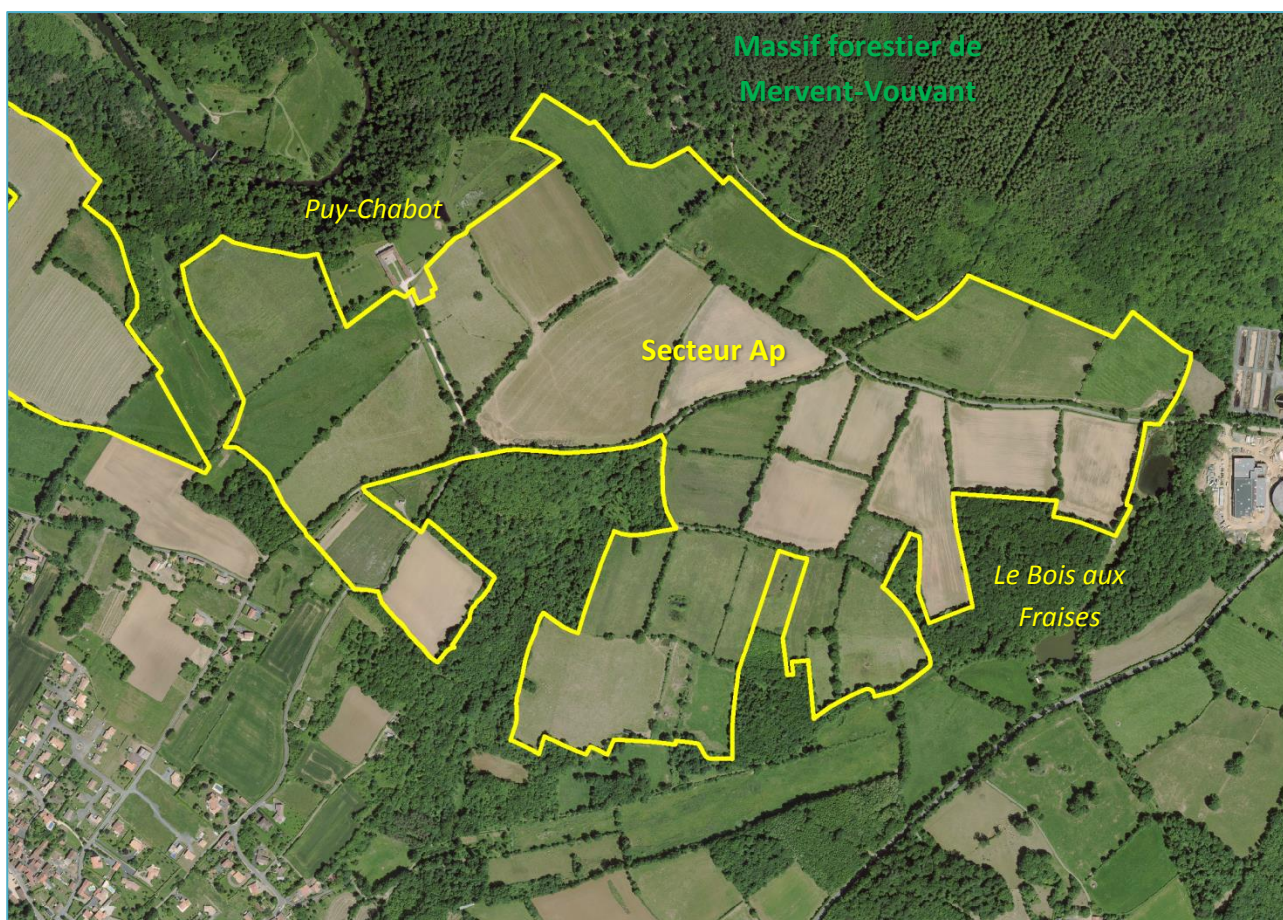
La délimitation de ces secteurs Ap concourt également à la prise en compte de la ZNIEFF de type 2 « Massif forestier de Mervent-Vouvant et ses abords », qui assure le lien entre la ZSC « Massif forestier de Mervent-Vouvant » et la ZNIEFF de type 1 « Parc de la Grotte et Sources du Lavoir de L'Orbrie ». Ces deux ZNIEFF sont reprises, pour partie, comme évoqué ci-avant, par le Conseil Départemental pour la mise en œuvre d'Espaces Naturels Sensibles.

Espace agricole protégé autour du lieu-dit « Les Arçonnières »



Source : SIG Parcours, données CD 85 orthophotographies 2013, zonage PLU - Échelle : 1/7 500

Espace agricole protégé entre « Puy-Chabot » et « Le Bois aux Fraises »



Source : SIG Parcours, données CD 85 orthophotographies 2013, zonage PLU - Échelle : 1/10 000

La délimitation des secteurs Ap recoupe les périmètres conjugués de la Zone Spéciale de Conservation « Massif forestier de Mervent-Vouvant » et de la ZNIEFF « Massif forestier de Mervent-Vouvant et ses abords » afin de prendre en compte au mieux les enjeux écologiques sur cet espace.

Les petits boisements présents plus au Sud, faisant eux aussi partie de la ZNIEFF « Massif forestier de Mervent-Vouvant et ses abords », sont classés en secteur N. Le secteur Ap fait ainsi la jonction entre le massif forestier de Mervent-Vouvant et les boisements épars au Sud, dans la logique portée par l'orientation 1B du PADD.

Sur ces secteurs Ap, le principe de protection des terres agricoles est affirmé mais les constructions et aménagements, notamment agricoles, sont interdits afin de protéger les zones de lisière boisée du dérangement et de la destruction directe consécutivement à l'implantation de nouvelles activités.

L'enjeu du développement des activités agricoles et sylvicoles est pris en compte par la délimitation d'un secteur de développement agricole « A » d'une superficie de 8,8 hectares autour de l'exploitation agricole de « La Folie ». Le secteur « A » autorise les constructions et aménagements agricoles afin de permettre l'adaptation économique de l'entreprise.

Le règlement de ces secteurs est précisé ci-après.

RÉGLEMENTATION DU SECTEUR AP

En raison de la vocation protectrice du secteur « AP », le règlement qui s'y applique est de nature fermée. Toutes les constructions qui ne sont pas explicitement autorisées, y sont interdites. De plus, le règlement de ce secteur interdit explicitement toute construction susceptible de porter atteinte aux activités agricoles, ainsi qu'à la sauvegarde des milieux naturels.

Constructions et activités interdites dans les secteurs Ap

- › *Toute construction, autre que celles définies à l'article 2.*
- › *De façon générale, toute construction susceptible de porter atteinte aux activités agricoles, ainsi qu'à la sauvegarde des milieux naturels et des paysages.*
- › *De façon générale, toute activité susceptible de créer ou de subir des nuisances : altération de la nappe phréatique, nuisances sonores ou olfactives, pollution des sols ou de l'air par des poussières et des éléments toxiques...*

Constructions et activités soumises à des conditions particulières dans les secteurs Ap et N

- › *Les extensions aux bâtiments d'habitation sous condition de ne pas excéder :*
 - *50 % de la surface de plancher initiale à la date d'application du présent règlement, en une ou plusieurs fois, pour les bâtiments possédant initialement une surface de plancher inférieure à 100 m²,*
 - *30 % de la surface de plancher initiale à la date d'application du présent règlement, en une ou plusieurs fois, pour les bâtiments possédant initialement une surface de plancher supérieure à 100 m².*
- › *Les annexes aux bâtiments d'habitation sous condition de ne pas excéder 30 m² de surface de plancher et d'être implantées à moins de 30 mètres de la résidence principale.*
- › *Les changements de destination et aménagements des constructions pour l'habitat, le tourisme et les activités économiques, sous condition que celles-ci soient désignées sur les documents graphiques du PLU et que ce changement de destination ne compromette l'activité agricole ou la qualité paysagère du site.*

RÉGLEMENTATION DU SECTEUR A

En raison de sa vocation dédiée au développement des activités agricoles, le règlement de la zone « A » autorise les constructions et aménagements liés et nécessaires aux activités agricoles, ainsi que l'évolution limitée du bâti existant sur le lieu-dit « La Folie » (extension d'habitation et construction de petites annexes).

Constructions et activités interdites dans le secteur A

- › *Toute construction, autre que celles définies à l'article 2.*
- › *Toute construction susceptible de porter atteinte aux activités agricoles, ainsi qu'à la sauvegarde des milieux naturels et des paysages.*
- › *Tout type d'activité, autre que celles définies à l'article 2.*

Constructions et activités soumises à des conditions particulières en secteur A

- › *Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole sous condition d'être implantées à moins de 100 mètres des bâtiments agricoles existants. Cette condition ne s'applique pas dans le cas de la création d'une nouvelle entreprise agricole ou de la relocalisation d'un siège d'entreprise agricole.*
- › *Les constructions et installations nécessaires au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les coopératives d'utilisation de matériel agricole, sous condition de leur agrément par le code rural et de la pêche maritime.*
- › *Les extensions aux bâtiments d'habitation sous condition de ne pas excéder :*

- 50 % de la surface de plancher initiale à la date d'application du présent règlement, en une ou plusieurs fois, pour les bâtiments possédant initialement une surface de plancher inférieure à 100 m²,
- 30 % de la surface de plancher initiale à la date d'application du présent règlement, en une ou plusieurs fois, pour les bâtiments possédant initialement une surface de plancher supérieure à 100 m².
- › Les annexes aux bâtiments d'habitation sous condition de ne pas excéder 30 m² de surface de plancher et d'être implantées à moins de 30 mètres de la résidence principale.
- › Les changements de destination et aménagements des constructions pour l'habitat, le tourisme et les activités économiques, sous condition que celles-ci soient désignées sur les documents graphiques du PLU et que ce changement de destination ne compromette l'activité agricole ou la qualité paysagère du site.

CONSÉQUENCES ATTENDUES

Les constructions et aménagements autorisées dans le secteur Ap sont de faible ampleur et se limitent à l'extension limitée du bâti existant, à la réalisation de constructions de faible importance (annexes) ainsi qu'à la réutilisation de bâtiments existants. Le principe de regroupement des constructions est imposé, ce qui évite notamment de générer des dérangements supplémentaires pour les espèces d'oiseaux vivant sur le site.

En secteur A, le développement de l'exploitation agricole de « La Folie » sera réalisé sur sa périphérie immédiate et n'engendrera pas de dérangement supplémentaire en raison de la présence humaine et des activités déjà existantes.

- **L'adoption du plan n'autorisera pas de projets susceptibles de générer des conséquences dommageables sur la richesse biologique de la Zone Spéciale de Conservation.**

TROISIÈME PARTIE

EXPLICATION DES CHOIX RETENUS POUR LE PROJET

CHOIX RETENUS AU REGARD DES OBJECTIFS DE PROTECTION ÉTABLIS

La Zone Spéciale de Conservation « Forêt de Mervent-Vouvant et ses abords » a été classée en tant que telle par Arrêté du 30 Juillet 2015.

Elle relevait précédemment de la réglementation sur les Sites d'Intérêt Communautaire (SIC), signalés à la Commission Européenne pour leur intérêt écologique et leur intégration potentielle au réseau Natura 2000.

L'élaboration d'un document d'objectifs (DOCOB) n'a pas encore été réalisée sur le site. Par suite, la correspondance entre, d'une part, les choix retenus au PLU au niveau du PADD, des orientations d'aménagement et de programmation, du règlement et des servitudes d'urbanisme et, d'autre part, des objectifs établis au niveau communautaire, au titre des articles L.151-4 et R.151-3-4 du Code de l'Urbanisme, ne peut pas être analysée.

CHOIX RETENUS AU REGARD DE SOLUTIONS DE SUBSTITUTION RAISONNABLES

TENANT COMPTE DES OBJECTIFS D'APPLICATION DU PLAN

L'application des dispositions règlementaires du PLU conduit à éviter toute conséquence dommageable sur la biodiversité et le fonctionnement écologique du site Natura 2000. Les choix opérés assurent donc de manière optimale la prise en compte des enjeux environnementaux dans les limites fixées par le champ d'application règlementaire du PLU.

Dans ce contexte, toute solution de substitution conduirait à une efficacité environnementale au moins équivalente, voire inférieure. L'étude de scénarii alternatifs permettant la réalisation des objectifs d'application du plan n'apparaît donc pas comme pertinente.

TENANT COMPTE DU CHAMP D'APPLICATION GÉOGRAPHIQUE DU PLAN

La conception du Plan Local d'Urbanisme a été réalisée à l'échelle du territoire de la commune de L'Orbrie, intégrant les enjeux environnementaux globaux du site Natura 2000. Les réflexions ont été élargies à la périphérie du site Natura 2000, en intégrant notamment le périmètre des ZNIEFF présentes sur la commune, pour prendre en compte la richesse biologique induite par les effets de lisière des petits boisements et par les effets de corridors écologiques.

Dans le contexte d'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme communal, et en l'absence de Schéma de Cohérence Territoriale approuvé, la mise en œuvre de solutions de substitution s'affranchissant de la limite communale n'apparaît pas comme réaliste. L'absence d'un projet global de territoire sur cette partie du département de la Vendée ne permet pas en effet d'appréhender l'aménagement du territoire de manière simultanée sur l'ensemble du site Natura 2000 et de sa périphérie.

A terme, la réalisation future d'un Plan Local d'Urbanisme intercommunal, portée par la Communauté de Communes du Pays de Fontenay-le-Comte, pourra engager de telles réflexions.

QUATRIÈME PARTIE

MESURES ENVISAGÉES POUR ÉVITER, RÉDUIRE ET COMPENSER LES CONSÉQUENCES DOMMAGEABLES

MESURES ENVISAGÉES POUR ÉVITER LES CONSEQUENCES DOMMAGEABLES

Dans la conception amont du projet, le Plan Local d'Urbanisme de L'Orbrie intègre les enjeux induits par la sensibilité écologique du territoire, afin d'éviter de générer des conséquences dommageables sur l'environnement. Cette prise en compte est transcrite règlementairement par la délimitation de secteurs protecteurs, limitant fortement les possibilités d'aménagements et de constructions sur les secteurs les plus fragiles. Le plan n'autorise pas la destruction de milieux naturels et n'est pas susceptible d'altérer le fonctionnement du réseau écologique par la rupture de corridors écologiques.

Les conséquences dommageables étant ainsi évitées dans la conception même du projet, il n'est pas envisagé de mesures spécifiques complémentaires pour atteindre cet objectif.

MESURES ENVISAGÉES POUR RÉDUIRE LES CONSEQUENCES DOMMAGEABLES

L'adoption du Plan Local d'Urbanisme de L'Orbrie n'est pas susceptible de générer des conséquences dommageables sur les espaces protégés pour la biodiversité. Il n'est donc pas envisagé de mesures destinées à réduire les conséquences du plan sur leur environnement.

MESURES ENVISAGÉES POUR COMPENSER LES CONSEQUENCES DOMMAGEABLES

L'adoption du Plan Local d'Urbanisme de L'Orbrie n'est pas susceptible de générer des conséquences dommageables sur les espaces protégés pour la biodiversité. Il n'est donc pas envisagé de mesures destinées à compenser les conséquences du plan sur leur environnement.

CINQUIÈME PARTIE

CRITÈRES, INDICATEURS ET MODALITÉS RETENUS POUR L'ANALYSE DES RÉSULTATS

MODALITÉS RETENUES

Afin d'identifier à un stade précoce les incidences négatives imprévues et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées, il est proposé la rédaction d'un rapport d'analyse des effets du plan sur l'environnement à la moitié de la période prévue pour la mise en œuvre du projet. Il contiendra des données chiffrées sur l'année en cours concernant les indicateurs exposés ci-après.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables est défini sur une période de 10 ans. La constitution du rapport d'analyse pourrait donc avoir lieu 5 ans après l'approbation du Plan Local d'Urbanisme, soit au cours de l'année 2022.

La commission environnement pourra se réunir pour examiner les conclusions de ce rapport et, si nécessaire, proposer au Conseil Communautaire de réorienter ou de compléter certaines décisions en matière d'aménagement. Une modification du Plan Local d'Urbanisme pourra être décidée suite à ce débat.

RAPPEL DU CADRE RÉGLEMENTAIRE

Article R.151-3 du Code de l'Urbanisme

Au titre de l'évaluation environnementale, lorsqu'elle est requise, le rapport de présentation définit les critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du plan mentionnée à l'article L.153-27 [...]. Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du plan sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les incidences négatives imprévues et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées.

Article L.153-27 du Code de l'Urbanisme

Neuf ans au plus après la délibération portant approbation du plan local d'urbanisme [...] le conseil municipal procède à une analyse des résultats de l'application du plan, au regard des objectifs visés à l'article L.101-2 [...]. L'analyse des résultats donne lieu à une délibération de ce même organe délibérant ou du conseil municipal sur l'opportunité de réviser ce plan.

Article L.101-2 du Code de l'Urbanisme

Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

1) L'équilibre entre :

- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;
- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;
- c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;

- d) La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;
- e) Les besoins en matière de mobilité ;

2) La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3) La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4) La sécurité et la salubrité publiques ;

5) La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6) La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

7) La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables.

INDICATEURS DE SUIVI DES EFFETS DU PLAN SUR L'ENVIRONNEMENT

POUR LES PRINCIPES D'ÉQUILIBRE DANS L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

« L'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs d'équilibre entre :

- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;
- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;
- c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
- d) La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;
- e) Les besoins en matière de mobilité. »

Indicateurs retenus pour les principes d'équilibre dans l'aménagement du territoire

Objectifs	Indicateur de suivi	État initial	État relevé en 2022
L'équilibre entre les populations résidant dans les zones urbaines et rurales.	Répartition de l'implantation des nouveaux logements entre bourg et espace rural		
Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux.	Logements construits en mutation		
	Logements construits en densification		
	Logements construits en extension		
L'utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels.	Prévision et réalisation de consommation d'espace agricole, naturel ou forestier		
	Part du territoire consacré à la préservation des espaces affectés aux activités agricoles		
	Part du territoire consacré à la protection des sites, des milieux et paysages naturels.		
La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables.	Nombre d'éléments bâtis protégés au titre de l'article L.151-19 du Code de l'urbanisme		
Les besoins en matière de mobilité.	Part des différents modes de déplacements dans les trajets quotidiens		

POUR LA QUALITÉ URBAINE, ARCHITECTURALE ET PAYSAGÈRE

« L'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs de qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville »

Indicateurs retenus pour la qualité urbaine, architecturale et paysagère

Objectifs	Indicateur de suivi	État initial	État relevé en 2022
Qualité urbaine	Sans objet à L'Orbrie	∅	∅
Qualité architecturale et paysagère	Comparaisons photographiques		

POUR LA DIVERSITÉ DES FONCTIONS ET LA MIXITÉ SOCIALE DANS L'HABITAT

« L'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à prévoir des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile »

Indicateurs retenus pour la diversité des fonctions et la mixité sociale dans l'habitat

Objectifs	Indicateur de suivi	État initial	État relevé en 2022
Capacités de satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat.	Rythme de production de nouveaux logements		
	Typologie des logements		
	Mode d'occupation des logements		
Capacités de satisfaction, des besoins présents et futurs de l'ensemble des activités économiques.	Nombre d'artisans présents sur la commune		
Capacités de satisfaction, des besoins présents et futurs de l'ensemble des activités touristiques.	Fréquentation de la forêt de Mervent		
Capacités de satisfaction, des besoins présents et futurs de l'ensemble des activités sportives.	Voir travaux des ateliers participatifs		

Objectifs	Indicateur de suivi	État initial	État relevé en 2022
Capacités de satisfaction, des besoins présents et futurs de l'ensemble des activités culturelles.	Nombre d'associations présentes sur la commune		
Capacités de satisfaction, des besoins d'équipements publics.	Voir travaux des ateliers participatifs		
Capacités de satisfaction, des besoins d'équipements commerciaux	Voir évolution de la fréquentation des commerces à L'Orbrie		
Répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services	Répartition de l'implantation des nouveaux logements entre bourg et espace rural		
Amélioration des performances énergétiques	Consommation globale d'électricité. Nombre de constructions BBC		
Développement des communications électroniques	Débits de l'Internet fixe et de la téléphonie mobile sur le territoire.		
Diminution des obligations de déplacements motorisés	Trafic routier sur les RD 65, RD 104.		

POUR LA SÉCURITÉ ET LA SALUBRITÉ PUBLIQUES

« L'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs de sécurité et de salubrités publiques »

Indicateurs retenus pour la sécurité et la salubrité publiques

Objectifs	Indicateur de suivi	État initial	État relevé en 2022
Salubrité publique	Qualité des rejets de la station d'épuration du bourg		
	Fonctionnement du service public de ramassage des déchets		
Sécurité publique	Accidents relevés sur le réseau viaire		

POUR LA PRÉVENTION DES RISQUES, POLLUTIONS ET NUISANCES

« L'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs de prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature. »

Indicateurs retenus pour la prévention des risques, pollutions et nuisances

Objectifs	Indicateur de suivi	État initial	État relevé en 2022
Prévention des risques naturels prévisibles	Nombre d'actes d'urbanisme en zone inondable		
	Dégâts occasionnés par les inondations par ruissellement		
Prévention des risques miniers et technologiques	Sans enjeux à L'Orbrie	∅	∅
Prévention des pollutions et des nuisances	Sans enjeux à L'Orbrie	∅	∅

POUR LA PROTECTION DES MILIEUX NATURELS ET DES PAYSAGES

« L'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs de protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques »

Indicateurs retenus pour la protection des milieux naturels et des paysages

Objectifs	Indicateur de suivi	État initial	État relevé en 2022
Protection des milieux naturels et des paysages.	Comparaisons photographiques		
Préservation de la qualité de l'air.	Sans enjeux à L'Orbrie		
Préservation de la qualité de l'eau.	Qualité des rejets de la station d'épuration		
	Qualité de l'eau au captage de « La Balingue »		
Préservation de la qualité du sol, du sous-sol et des ressources naturelles.	Estimation de la consommation d'eau potable par habitat / an		

Objectifs	Indicateur de suivi	État initial	État relevé en 2022
Préservation de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts.	Eléments de la trame verte et bleue préservés dans le PLU		
Création, préservation et remise en bon état des continuités écologiques.	Mares acquises et réhabilitées par la commune		

POUR LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

« L'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs de La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables. »

Indicateurs retenus pour le suivi de la lutte contre le changement climatique

Objectifs	Indicateur de suivi	État initial	État relevé en 2022
Lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement	Evolution du linéaire de liaisons douces communales		
Réduction des émissions de gaz à effet de serre, et économie des ressources fossiles	Parts des modes de déplacements pour les trajets domicile-travail		
Maîtrise de l'énergie et production énergétique à partir de sources renouvelables	Installations de production d'énergie renouvelable individuelles (solaire, éolien, géothermie...)		

INDICATEURS DE SUIVI DES EFFETS DU PLAN SUR LE SITE NATURA 2000

INDICATEURS LIÉS À L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

L'évaluation de l'application du plan sur l'aménagement du territoire sera réalisée sur la base des actes d'urbanisme autorisés par la nouvelle réglementation du droit des sols, mise en place sur le site Natura 2000 et à sa périphérie. Les constructions et aménagements autorisés sont prévus être de faible ampleur sur cette partie de la commune ; il conviendra de préciser cette ampleur sur la base des surfaces de plancher créées, ainsi que de la superficie des terrains d'assiette concernés.

Analyse des résultats de l'application du plan en matière d'aménagement du territoire

	Secteur Naturel « N »	Secteur Agricole Protégé « Ap »	Secteur agricole « A »
Nombre de déclarations préalables 2017/2022			
Nombre de permis de construire 2017/2022			
Nombre de permis d'aménager 2017/2022			
Total : terrains d'assiette des opérations (Ha)			
Total : surfaces de plancher créées (m ²)			

Au regard de l'ampleur des actes d'urbanisme autorisés, cette analyse pourra conduire la collectivité à engager une modification de son Plan Local d'Urbanisme pour renforcer et préciser le règlement du droit des sols, si besoin est.

INDICATEURS LIÉS À LA RICHESSE BIOLOGIQUE DU SITE

L'évaluation des conséquences de l'application du plan sur la richesse biologique du site sera réalisée sur la base des inventaires naturalistes connus sur le site Natura 2000 et ses abords. Celle-ci s'appuiera notamment sur les données contenues dans la fiche de présentation réalisée par l'Inventaire National du Patrimoine Naturel (INPN) pour la ZSC « Forêt de Mervent-Vouvant et ses abords » pour définir un état antérieur de l'environnement, qui sera comparé à l'état constaté lors de l'évaluation du plan prévue en 2022.

Évaluation des conséquences de l'application du plan sur la richesse biologique

Analyse des résultats	État antérieur	État relevé en 2022
Loutre d'Europe <i>Lutra lutra</i>	Espèce présente État de conservation moyen/réduit	
Orvet fragile <i>Anguis fragilis</i>	Espèce présente	
Lézard vert occidental <i>Lacerta viridis</i>	Espèce présente	
Couleuvre verte et jaune <i>Coluber viridiflavus</i>	Espèce présente	
Bilan de la richesse biologique globale sur chaque secteur		

Au regard de l'évolution constatée de la richesse biologique présente sur les différents secteurs, cette analyse pourra conduire la collectivité à engager une modification de son Plan Local d'Urbanisme pour renforcer et préciser le règlement du droit des sols, si besoins est.

SIXIÈME PARTIE

RESUMÉ NON-TECHNIQUE ET MANIÈRE DONT L'ÉVALUATION A ÉTÉ EFFECTUÉE

RÉSUMÉ NON TECHNIQUE DU PROJET

LE CONSTAT ET LES ENJEUX

L'Orbrie est une commune de 807 habitants au recensement INSEE de 2013, localisée au Sud-Est du département de la Vendée. C'est une commune à dominante rurale, intégrée à l'aire urbaine et au pôle urbain de Fontenay-le-Comte. La commune possède une fonction résidentielle importante et croissante pour les actifs travaillant sur ce pôle.

Au sein de cette entité géographique, le projet a pour objectif central d'organiser le développement résidentiel, sans remettre en cause le caractère rural du territoire et sans générer d'incidences sur les activités agricoles ou les milieux naturels. L'attractivité de L'Orbrie est en effet importante avec une hausse de la population de 77% depuis 1968 : un nombre croissant de personnes souhaite venir habiter à L'Orbrie en raison de la qualité de son cadre de vie et d'un coût plus modéré de l'immobilier, comparativement à l'agglomération de La Roche-sur-Yon ou aux espaces littoraux du département.

L'installation de nouveaux ménages soutient une demande en logements continue qui se traduit par une demande en logements permanente sur le territoire depuis 10 ans. Ainsi, 50 logements ont été autorisés entre le 1er Janvier 2006 et le 1er Janvier 2016, sur une superficie totale de 4 hectares, soit une consommation foncière moyenne brute de 800 m² par nouveau logement. Le développement de l'habitat a été réalisé exclusivement au sein du bourg de L'Orbrie ou à sa périphérie, conformément aux prescriptions réglementaires du Plan d'Occupation des Sols.

Le contexte environnemental : les réservoirs de biodiversité

Ce développement s'effectue dans un contexte territorial riche en matière environnemental, avec notamment la présence du massif forestier de Mervent-Vouvant. Ce dernier constitue un réservoir de biodiversité important en assurant le cycle de vie et de reproduction de la Loutre d'Europe et de trois espèces de reptiles. La forêt de Mervent-Vouvant bénéficie en ce sens d'une protection grâce à son intégration au réseau européen Natura 2000, sous la dénomination suivante :

- › Zone Spéciale de Conservation (ZSC) FR5200658 « *Forêt de Mervent-Vouvant et ses abords* », intégrée au réseau européen Natura 2000.

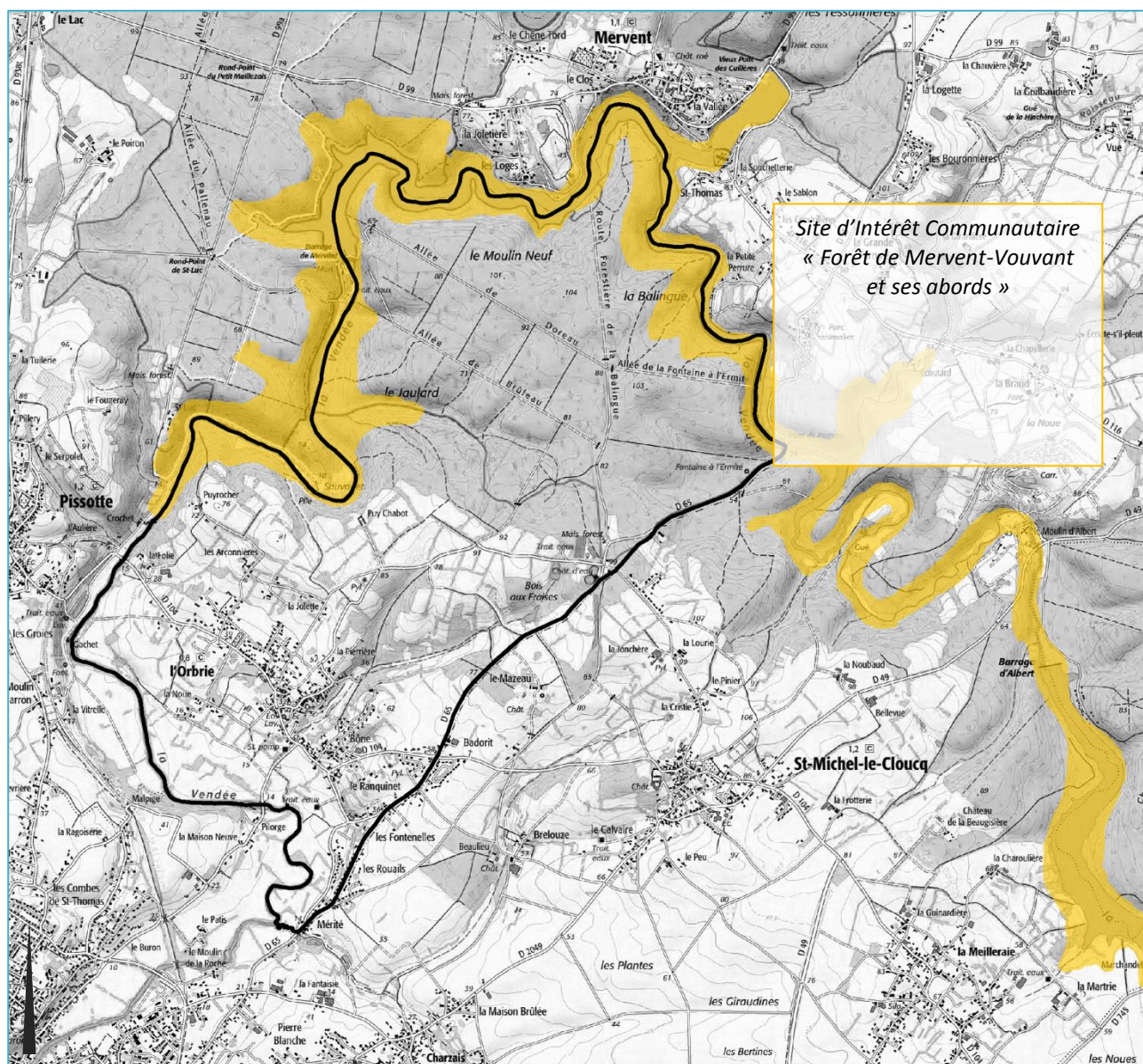
La ZSC est définie dans le cadre de la directive européenne « Habitats » et sa délimitation sur la commune motive l'évaluation environnementale du Plan Local d'Urbanisme. Elle répond à des enjeux de protection des habitats et des milieux dans leur état de bonne conservation.

Les enjeux de protection portés par le site Natura 2000 rejoignent ceux mis en avant dans le cadre de trois inventaires nationaux de reconnaissance de la richesse biologique :

- › ZNIEFF de type 1 « Bord de la Vendée des Loges à Pissotte, vallons et tunnel adjacents »
- › ZNIEFF de type 1 « Parc de la grotte et sources du lavoir de L'Orbrie ».
- › ZNIEFF de type 2 « Massif forestier de Mervent-Vouvant et ses abords ».

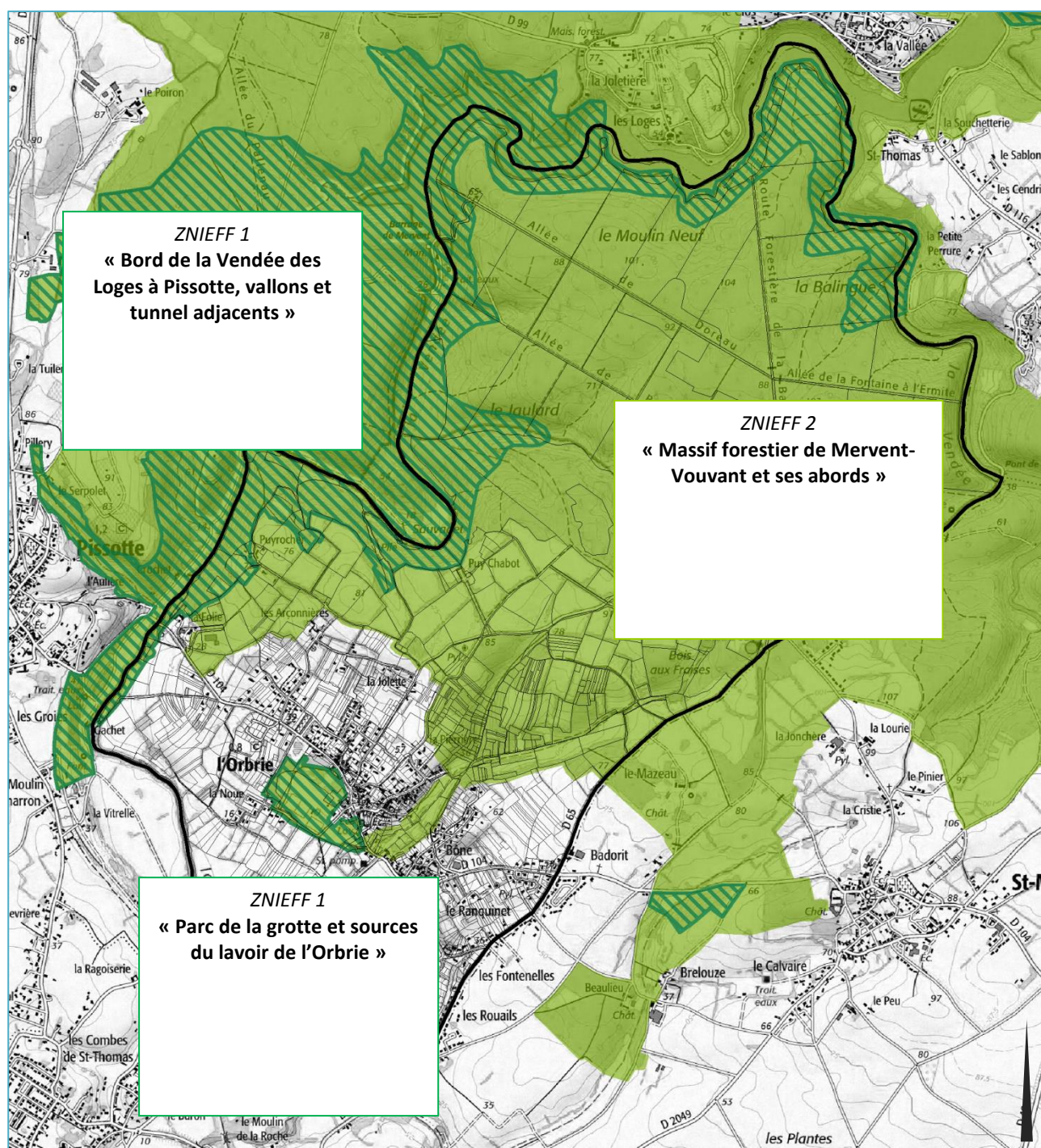
Compte-tenu des espèces patrimoniales présentes sur l'ensemble de ces sites, la protection de ces réservoirs de biodiversité revêt un enjeu prioritaire. Il importe en particulier d'éviter tout défrichement ou coupe à blanc des espaces boisés.

Localisation des espaces naturels protégés sur la commune



Source : SIG PARCOURS, données IGN SCAN 25 et INPN, Cadastre DGFIP – Échelle : 1/35 000^{ème}

Espaces reconnus comme importants pour la préservation de la biodiversité



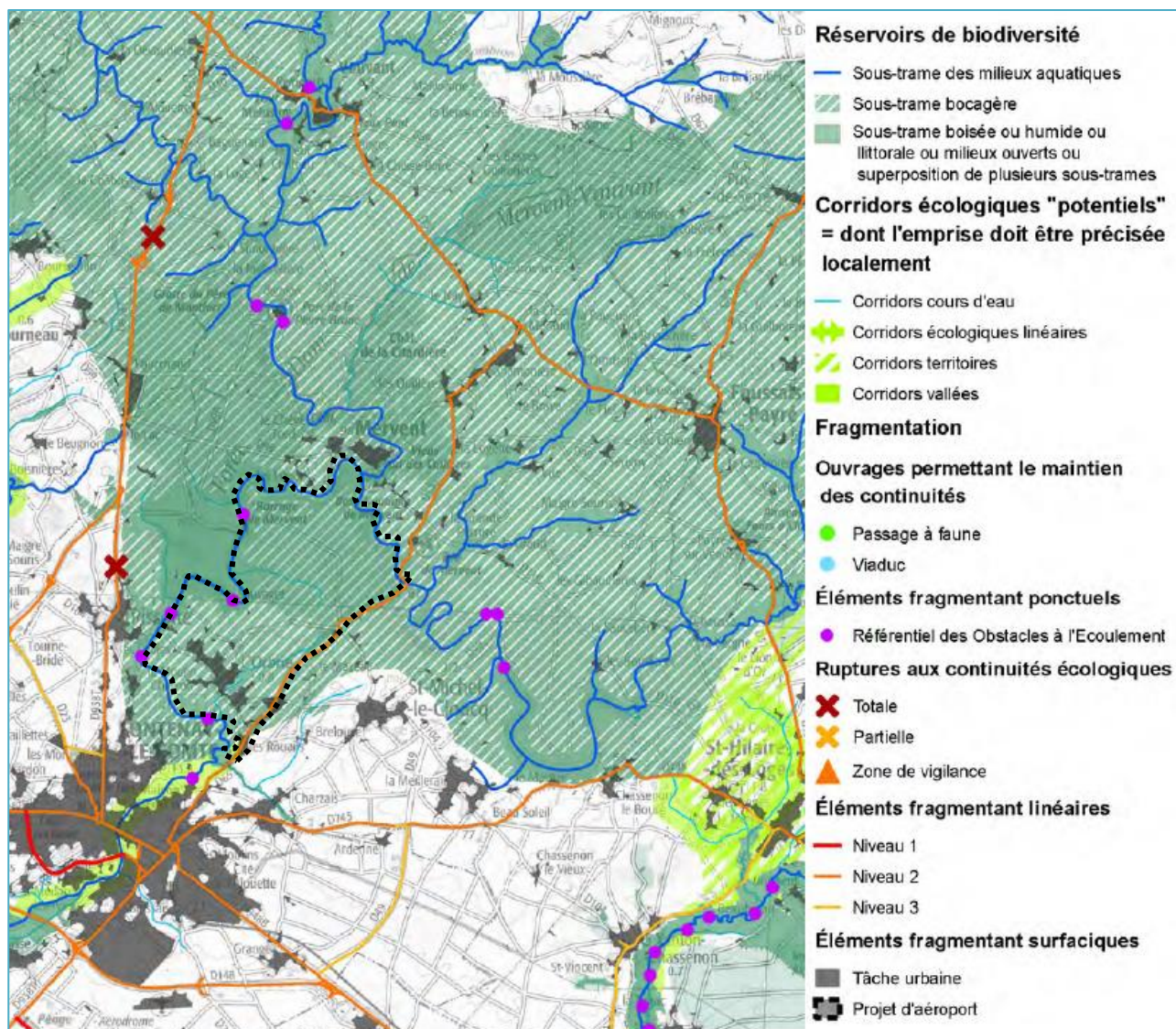
Source : SIG PARCOURS, données INPN, IGN SCAN 25, cadastre DGFIP – Échelle : 1/25 000^{ème}

Le contexte environnemental : les corridors écologiques

En complément des réservoirs de biodiversité, le fonctionnement écologique du territoire est assuré par deux corridors écologiques potentiels au titre des cours d'eau avec les ruisseaux de « Riel » et de « Jaulard ».

La sous-trame bocagère au Sud du massif forestier de Mervent-Vouvant constitue également un continuité écologique. Il importe d'éviter toute rupture de ces continuités par le développement de l'urbanisation.

Composantes de la Trame Verte et Bleue régionale à l'échelle de la commune



Source : Schéma Régional de Cohérence Écologique des Pays de la Loire – DREAL Pays de la Loire – Échelle : 1/100 000^{ème}

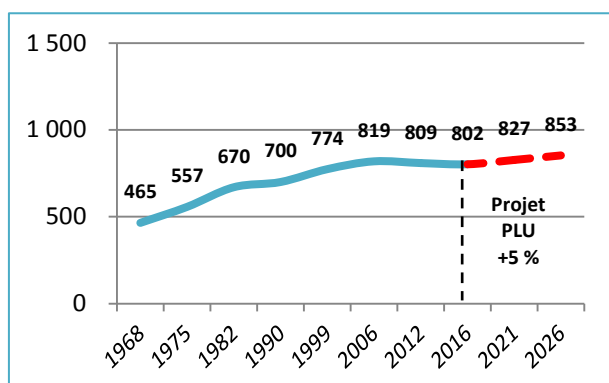
LE PROJET DE LA COLLECTIVITÉ

En raison de ce contexte environnemental fragile et face à la nécessité de maîtriser le développement urbain sur son territoire, le Conseil Municipal de L'Orbrie a décidé de l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme lors de sa séance du 2 Juillet 2014. Ce document s'articule autour d'un Projet d'Aménagement et de Développement Durables qui définit les grandes orientations en matière d'aménagement du territoire pour les 10 prochaines années :

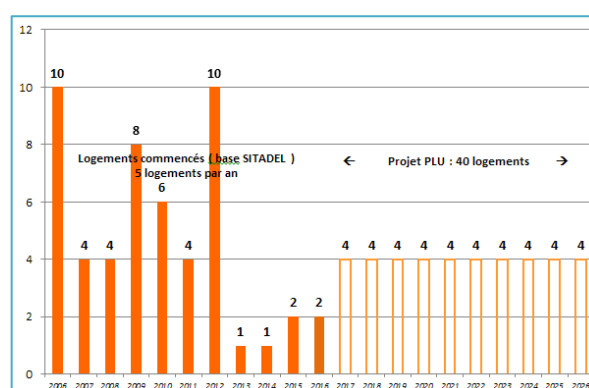
1. Protéger et prendre en compte un patrimoine naturel remarquable
2. Préserver et mettre en valeur le cadre de vie rural et périurbain
3. Prendre en compte les enjeux énergétiques
4. Anticiper et réduire l'exposition aux risques
5. Prévoir un développement résidentiel raisonné
6. Intégrer le développement de l'habitat
7. Maintenir le niveau d'équipements publics
8. Renforcer le dynamisme économique
9. Organiser et prendre en compte les activités agricoles et sylvicoles

Le projet prévoit notamment de porter la population communale à 853 personnes sous 10 ans, ce qui nécessitera la réalisation d'environ 40 logements (en intégrant le phénomène de desserrement des ménages). La stabilité du rythme de la construction neuve à environ 4 logements par an correspond au choix de la collectivité de « Prévoir un développement résidentiel raisonné » de la commune.

Évolution prévue de la population communale



Rythme envisagé de production de nouveaux logts

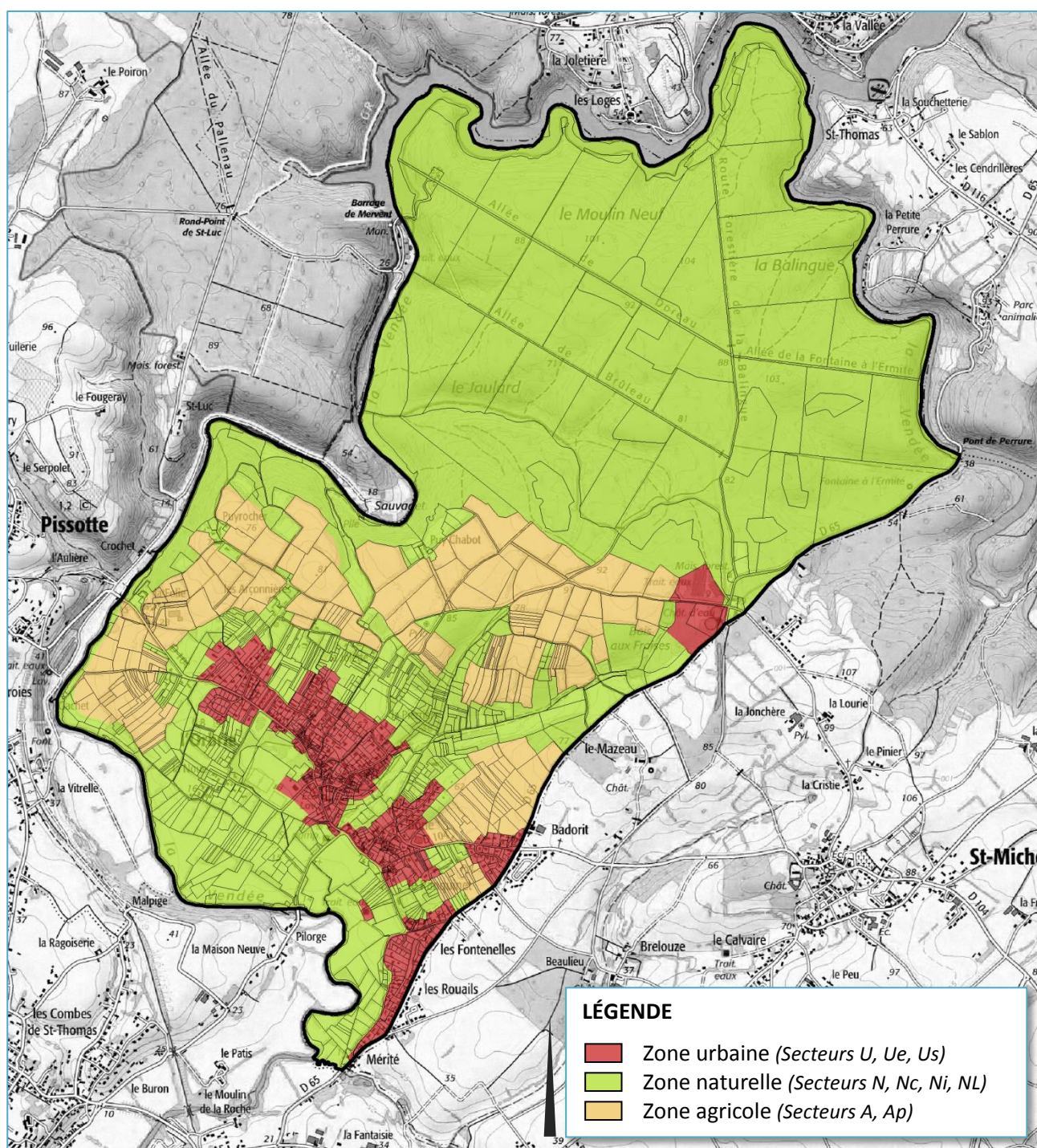


LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET

Ces grandes orientations sont traduites règlementairement grâce aux outils présents dans le Plan Local d'Urbanisme, et en particulier grâce à la délimitation sur le territoire communal de quatre grandes zones :

- › Une zone urbaine U, qui recoupe les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter, dans une optique de densification sans incidence notable sur l'agriculture ou l'environnement.
- › Une zone agricole A, qui recoupe les secteurs de la commune à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.
- › Une zone naturelle N, qui recoupe les secteurs naturels et forestiers de la commune présentant un intérêt esthétique, historique ou écologique.

Application du plan : délimitation des principales zones du PLU



Échelle : 1/25 000

Sur l'ensemble de la commune, entre le 1^{er} Janvier 2002 et le 1^{er} Janvier 2016, le Plan d'Occupation des Sols a permis la réalisation de 82 logements sur une superficie totale de 96 957 m² (9,3 hectares). Par ailleurs, deux parcelles de 975 m² et 2 262 m² ont été construites dans la zone artisanale pour l'accueil de deux entreprises, soit un total d'environ 0,3 hectare alloué au développement économique.

La consommation d'espace réalisé dans le cadre du document d'urbanisme antérieur a donc été de **9,6 hectares** sur 14 ans, soit 0,68 hectare par an.

Afin de répondre aux besoins de développement d'habitat, d'activités économiques et d'équipements, le PLU prévoit une consommation d'espace de 0,93 hectare de foncier pour l'urbanisation sous 10 ans, soit 0,09 hectare par an. Ce prélèvement est réalisé sur deux sites, qui étaient déjà précédemment constructibles au POS :

- › Le site n°1 : l'extension de la zone d'activités des Grands Champs (secteur « Ue ») - 0,78 hectare
- › Le site n°2 : l'extension du pôle d'équipements communaux (secteur « Us ») - 0,15 hectare

La collectivité réduit donc son rythme de consommation d'espace à une moyenne de 0,09 hectare par an tout en maintenant ses objectifs de développement. Aucune zone à urbaniser n'est délimitée sur des espaces comportant un caractère naturel et/ou porteur d'enjeux écologiques.

INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT

Conformément à l'article L.104-2 du Code de l'Urbanisme, le Plan Local d'Urbanisme de L'Orbrie fait l'objet d'une évaluation environnementale, en raison de la présence sur son territoire du site Natura 2000 FR5200658 « Forêt de Mervent-Vouvant et ses abords », désigné comme Zone Spéciale de Conservation au titre de la directive « Habitats » et portant des enjeux de protection des milieux et des espèces afférentes.

La Forêt de Mervent, réservoir de biodiversité majeur, et sa périphérie sont classés dans des secteurs protecteurs où les possibilités de constructions et d'aménagement sont fortement limitées :

- › un secteur Naturel « N » et plusieurs secteurs « Ni » visant à prévenir le risque d'inondation,
- › plusieurs secteurs Agricole Protégé « Ap »,
- › un secteur Agricole « A » dans le cadre du développement raisonné d'une exploitation agricole.

Les secteurs « N » et « Ap » recouvrent la très grande majorité du site Natura 2000 mais n'autorisent que les extensions limitées du bâti préexistant, ainsi que la construction de petites annexes à proximité immédiate (30 mètres) du bâti en place. Les conséquences dommageables sont donc évitées en ce sens.

Enfin, le secteur « A » est délimité sur un espace restreint autour de l'exploitation agricole de « La Folie » afin d'autoriser l'implantation de constructions et installations agricoles en continuité du site existant. Cette ouverture réglementaire permet l'évolution et l'adaptation de l'entreprise agricole. Le regroupement des constructions agricoles sur un site comportant déjà des activités de production n'est pas de nature à accroître le dérangement des espèces patrimoniales présentes à la périphérie du site Natura 2000.

En complément des dispositions réglementaires protectrices en matière de droit des sols, le plan met en œuvre des prescriptions assurant le maintien de la vocation forestière de l'espace au droit du site Natura 2000. L'inscription du massif forestier de Mervent en tant qu'espace boisé entraîne de fait tout rejet de demande de défrichement, assurant ainsi le maintien des habitats des espèces patrimoniales de la Zone de Spéciale de Conservation.

L'application du plan n'entraînera pas de conséquences dommageables sur le réservoir de biodiversité de la Forêt de Mervent, ainsi que sur sa périphérie.

MANIÈRE DONT L'ÉVALUATION A ÉTÉ EFFECTUÉE

L'évaluation environnementale du plan est réalisée conformément aux dispositions prévues à l'article R.151-3 du Code de l'Urbanisme. Le rapport de présentation du Plan Local d'Urbanisme reprend la trame démonstrative prévue par la Loi :

- › Analyse des perspectives d'évolution de l'état initial de l'environnement
- › Description des caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable
- › Analyse des conséquences éventuelles de l'adoption du plan
- › Explication des choix retenus et solutions de substitution envisagées
- › Présentation de mesures pour corriger les conséquences dommageables
- › Définition d'indicateurs pour le suivi des effets du plan sur l'environnement
- › Rédaction d'un résumé non technique

La prise en compte de l'environnement a été réalisée selon une **approche itérative** tout au long de l'élaboration du projet. La synthèse des données récoltées lors de l'état initial de l'environnement a ainsi révélé les grands enjeux environnementaux qui concernent le territoire communal. Ces enjeux ont constitué un cadre fixe au sein duquel le projet de développement de la collectivité a été progressivement constitué. L'approche itérative a permis à la collectivité de décider des premières orientations du projet dans une logique de moindre incidence sur l'environnement. La définition de l'environnement comme « porte d'entrée » du projet permet ainsi d'éviter de générer des conséquences dommageables dans les décisions d'aménagement du territoire.

L'évaluation environnementale a également été réalisée dans une **logique de proportionnalité**. Le choix des secteurs pouvant être le support du développement résidentiel a été réalisé en conservant comme priorité la protection de la richesse biologique de la Forêt de Mervent. La prise en compte de ces enjeux a conduit à localiser les zones à urbaniser sur le Bourg de L'Orbrie. Elle justifie également la délimitation de secteurs naturels « N » en espaces-tampon entre le Bourg et la Forêt de Mervent et de secteurs Agricole Protégé « Ap » aux abords immédiats de ladite forêt. Les réponses réglementaires sont en ce sens proportionnées aux enjeux identifiés dans l'état initial de l'environnement.

Cette démarche de projet (approche itérative et logique de proportionnalité) évite que l'adoption du plan ne génère des conséquences dommageables sur la biodiversité, et notamment sur les zones revêtant une importance particulière pour l'environnement. La réponse apportée aux besoins anthropiques ne contraint pas le développement biologique.